



Distribution: générale Point 8 de l'ordre du jour
Date: 25 octobre 2018 WFP/EB.2/2018/8-D/1/12
Original: anglais Questions opérationnelles – Projets approuvés
par correspondance
Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Révision du plan stratégique de pays provisoire de transition pour le Togo

	Chiffres actuels	Modification	Chiffres révisés
Durée	1 ^{er} janvier – 31 décembre 2018	1 ^{er} janvier – 30 juin 2019	1 ^{er} janvier 2018 – 30 juin 2019
Bénéficiaires (niveau 2/ niveau 3)	800 "mamans cantines" 61 inspecteurs de l'éducation nationale 300 membres des comités locaux 600 directeurs d'école 200 organisations paysannes 30 coordonnateurs régionaux 10 experts nationaux associés à la planification, au suivi et à l'évaluation	6 inspecteurs de l'éducation nationale supplémentaires, notamment des directeurs régionaux 11 membres supplémentaires des comités locaux	800 "mamans cantines" 67 inspecteurs de l'éducation nationale et directeurs régionaux 311 membres des comités locaux 600 directeurs d'école 200 organisations paysannes 30 coordonnateurs régionaux 10 experts nationaux associés à la planification, au suivi et à l'évaluation
<i>(en dollars É.-U.)</i>			
Coût total	451 302	293 780	745 082
Transferts	314 249	185 126	499 374
Mise en œuvre	65 515	50 356	115 870
Coûts d'appui directs ajustés	43 994	40 369	84 363
Total partiel	423 758	275 850	699 608
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	27 544	17 930	45 475

Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes* 2A.

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

Coordonnateurs responsables:

M. A. Dieng
Directeur régional
Afrique de l'Ouest
courriel: abdou.dieng@wfp.org

M. G. Adoua
Directeur de pays
courriel: guy.adoua@wfp.org

Décision

Le Conseil a approuvé par correspondance la révision du plan stratégique de pays provisoire de transition pour le Togo et l'augmentation budgétaire correspondante, d'un montant de 293 780 dollars É.-U., faisant l'objet du présent document.

23 octobre 2018

Justification

1. La révision proposée correspond à une prolongation du plan stratégique de pays provisoire de transition (PSPP-T) pour le Togo jusqu'au 30 juin 2019. Pendant la période de prolongation, le plan stratégique de pays (PSP) du Togo pour 2019–2023 sera élaboré et établi sous sa forme définitive.
2. Le PSPP-T actuel porte sur une période de 12 mois commençant le 1^{er} janvier 2018. Il établit le cadre dans lequel le PAM contribue à l'élimination de la faim (objectif de développement durable [ODD] 2) grâce à la mise en place d'une politique nationale de repas scolaires, au développement du capital institutionnel et humain au niveau central et local, et au renforcement des liens entre production locale, agriculture et cantines scolaires.
3. L'examen stratégique Faim zéro, officiellement lancé le 10 janvier 2018 sous la houlette de Mme Suzanne Aho-Assouma, l'ancienne Ministre de la santé, est en passe d'être achevé. Au 24 août 2018, les consultations nationales et régionales approfondies, l'examen régional et les ateliers de validation technique nationaux avaient été menés à bien. Le rapport final est attendu au début de septembre 2018. Il fournira des éléments utiles à l'orientation et à la formulation du PSP.
4. La révision du PSPP-T qui est proposée permet de poursuivre les activités de ce dernier jusqu'à la fin du mois de juin 2019 et de faire légèrement progresser le nombre de bénéficiaires. Le nombre des inspecteurs de l'éducation nationale ciblés augmentera pour passer de 61 à 65, et celui des membres des comités locaux passera de 300 à 311.
5. En particulier, la révision se traduit par:
 - une prolongation du PSPP-T pour une période de six mois, jusqu'au 30 juin 2019;
 - une hausse des coûts de transfert de 185 126 dollars;
 - une hausse des coûts de mise en œuvre de 50 356 dollars; et
 - une hausse des coûts d'appui directs ajustés de 40 369 dollars.

Modification

Orientation stratégique

6. La révision proposée n'entraîne aucune modification de l'orientation stratégique du PSPP-T.

Effet direct stratégique

7. L'effet direct stratégique et les activités ne sont pas modifiés par la proposition.
8. Le PSPP-T continuera à viser l'obtention de l'effet direct stratégique suivant: d'ici à 2023, les institutions nationales disposent de capacités renforcées pour gérer les politiques et les programmes relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

9. Les deux activités restent les suivantes:
 - *activité 1*: fournir un appui à l'élaboration des politiques et une assistance technique aux parties prenantes du programme de repas scolaires; et
 - *activité 2*: fournir un appui technique aux pouvoirs publics pour l'analyse, la communication, le suivi et l'évaluation des données relatives à l'alimentation scolaire.
10. Plus spécifiquement, conformément aux priorités nationales, la révision proposée permet au PAM de continuer à aider le Gouvernement togolais à mettre en œuvre la politique nationale d'alimentation scolaire ainsi que les stratégies opérationnelles garantissant la gestion efficace et la durabilité de l'offre de repas scolaires dans le pays.
11. Cette démarche comprendra une action de sensibilisation visant à accélérer l'adoption d'une politique nationale actualisée pour l'alimentation scolaire (récemment harmonisée avec les ODD 1, 2 et 5) et d'une loi en la matière, comme recommandé par l'Union africaine.
12. Il s'agira également de formuler des avis et des indications techniques concernant la façon de mettre sur pied un programme national d'alimentation scolaire fondé sur le modèle de l'alimentation scolaire utilisant la production locale, et de mener des activités de sensibilisation visant à encourager l'achat de produits alimentaires locaux, l'accent étant mis sur le processus d'achat (logistique, chaîne d'approvisionnement et assurance qualité) et sur la contribution des communautés locales à la gestion des cantines scolaires (organisation, établissement des rapports et pratiques de responsabilisation). L'assistance technique destinée aux homologues chargés du système de repas scolaires ciblera les ministères responsables du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes; de l'éducation; de l'agriculture; de la santé et de la protection sociale; de la communication; de la planification; et des finances.

Analyse des bénéficiaires

13. À l'heure actuelle, les pouvoirs publics togolais fournissent des repas scolaires dans 308 écoles réparties dans l'ensemble du pays, et le Gouvernement s'est récemment engagé à mettre en place un modèle de repas scolaires intégré couvrant les aspects suivants: production alimentaire locale; sensibilisation des communautés aux bonnes pratiques en matière de nutrition; jardins scolaires; eau, assainissement et hygiène; vaccination; et déparasitage. Le modèle sera mis au point à partir de 2018 en partenariat avec le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale de la Santé, et sera appliqué dans 50 écoles existantes et 50 nouvelles écoles, ce qui permettra d'étendre la couverture globale du programme national de repas scolaires à 358 écoles. Pour épauler cette extension, le PAM apportera un appui technique à six inspecteurs de l'éducation nationale supplémentaires, notamment des directeurs régionaux, et à 11 membres supplémentaires des comités locaux, de sorte que le nombre d'inspecteurs augmentera, passant de 61 à 67, y compris des directeurs régionaux, et le nombre de membres des comités locaux passera de 300 à 311. Le nombre de "mamans cantines" (il s'agit des femmes chargées de cuisiner les aliments), de directeurs d'école, d'organisations paysannes, de coordonnateurs régionaux et d'experts nationaux associés à la planification ne variera pas.
14. En outre, le PAM continuera à utiliser les écoles comme points d'entrée des campagnes de sensibilisation relatives à l'égalité entre les sexes, concernant notamment l'abandon des études par les filles et les violences sexistes dans les écoles et les communautés.
15. Ces activités devraient être reprises dans le PSP pour le Togo, dont le démarrage est prévu le 1^{er} juillet 2019.

Transferts

16. Dans le cadre de l'appui au renforcement des capacités nationales, le PAM transférera des connaissances techniques ayant trait à la gestion du programme de repas scolaires, ce qui en facilitera la prise en main par les pouvoirs publics et en améliorera la durabilité d'ici à la fin du PSP en 2023.

Chaîne d'approvisionnement

17. À l'heure actuelle, le PSPP-T pour le Togo ne comporte pas de composante alimentaire, de sorte que la chaîne d'approvisionnement dans ce pays n'est pas opérationnelle.

Autres considérations

18. La possibilité de ne pas attirer suffisamment de financements en faveur des activités prévues pendant la période de prolongation constitue un risque, et il faudra donc redoubler d'efforts pour mobiliser des ressources.

Ventilation des coûts

TABLEAU 1: VENTILATION DES COÛTS DE LA RÉVISION SEULEMENT (en dollars)		
	Résultat stratégique 1/ cible 1 de l'ODD 2 cible 2 de l'ODD 2	Total
	Effet direct stratégique 1	
Domaine d'action privilégié	Causes profondes	
Transferts	185 126	185 126
Mise en œuvre	50 356	50 356
Coûts d'appui directs ajustés		40 369
Sous-total		275 850
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)		17 930
Total		293 780

TABLEAU 2: VENTILATION DU COÛT GLOBAL DU PSP APRÈS RÉVISION (en dollars)		
	Résultat stratégique 1/ cible 1 de l'ODD 2 cible 2 de l'ODD 2	Total
	Effet direct stratégique 1	
Domaine d'action privilégié	Causes profondes	
Transferts	499 374	499 374
Mise en œuvre	115 870	115 870
Coûts d'appui directs ajustés	84 363	84 363
Sous-total	699 608	699 608
Coûts d'appui indirects (6,5%)	45 475	45 475
Total	745 082	745 082

Liste des sigles utilisés dans le présent document

ODD	objectif de développement durable
PSP	plan stratégique de pays
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition